

Avril 2010

N° 50

**ARiFOR**

GIP Action Régionale pour l'Information sur la Formation et l'Orientation

Contact : Camille VIVES

79 avenue Sainte-Menehould  
51037 Châlons en Champagne

Cedex

Tél. : 03 26 21 83 14

Fax : 03 26 21 73 37

Mél : cvives@arifor.fr

www.discriminations-egalite-  
champagneardenne.fr

EGALITE 'ACTUS

**Pôle ressources intégration,  
lutte contre les discriminations et pour l'égalité**



## Actualités

### **ISM Corum met en évidence par testing la discrimination à l'embauche en raison de la religion**

L'AEF – n°129459 - 26/03/2010

Un candidat au patronyme sénégalais « chrétien » a plus de chances d'être contacté par un recruteur qu'un candidat au patronyme sénégalais « musulman » : c'est ce que révèle un testing réalisé en 2009 par ISM Corum, association lyonnaise qui accompagne notamment des politiques d'égalité et de non discrimination à l'embauche.

### **« Un quart des immigrés et fils/filles d'immigrés déclare avoir été victime de discrimination » (Ined)**

L'AEF - n°129588 - 30/03/2010

«Des études statistiques de dimension nationale montrent que les immigrés et les fils ou filles d'immigrés connaissent, selon leur origine, un risque de chômage de 20% à 50% plus élevé que le reste de la population», indique une étude de l'Ined (Institut national de la statistique et des études économiques) sur « Les discriminations : une question de minorités visibles ».

[http://www.ined.fr/fichier/t\\_publication/1504/publi\\_pdf1\\_466.pdf](http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1504/publi_pdf1_466.pdf)

### **La Banque de France obtient le label égalité professionnelle homme-femme**

L'AEF – n°129975 - 6/04/2010

Eric Woerth a remis au gouverneur de la Banque de France le trophée du label égalité professionnelle homme-femme. Selon l'Afnor, 40 organisations, grands groupes, associations, PME, administrations et collectivités locales exerçant dans divers secteurs et aux effectifs très variables, représentant entre 800 000 et un million de salariés bénéficient du label égalité. Ce label a été créé en 2005. Il distingue une organisation agissant en permanence et de manière durable pour l'égalité et la mixité professionnelle. Issue d'une démarche volontaire de la part de l'entreprise, la labellisation est délivrée pour une durée de trois ans renouvelable avec une évaluation intermédiaire à 12 ou 18 mois.

**Revue de presse financée  
par l'ACSE et le conseil régional**

## **«Recrutement par simulation : Casino est un laboratoire d'expérimentation» (Mansour Zoberi, directeur de la promotion de la diversité et de la solidarité, groupe Casino)**

L'actualité de la formation - 8/04/2010

Dégager des habiletés professionnelles, mutualiser les besoins de l'entreprise, favoriser les conditions de travail, fidéliser les salariés pour en faire de futurs managers...telle est la volonté du groupe Casino en direction des jeunes. « Depuis que nous avons entamé cette politique de méthode de recrutement par simulation, le turn-over a diminué de moitié dans l'entreprise» se félicite Mansour Zoberi. «En outre, nous permettons à ces gens d'accéder, à terme, à des postes à responsabilités sans une obligation de diplômes»

## **La Halde demande l'extension aux pacsés de la pension de réversion**

Liaisons sociales– n°15587 - 9/04/2010

Dans deux délibérations du 1er février, la Halde recommande au gouvernement d'étendre aux couples unis par un pacte civil de solidarité (Pacs) le droit à la pension de réversion, aujourd'hui réservé aux couples mariés. La Haute autorité suggère de modifier l'article L.353-1 du Code de la sécurité sociale et les articles L.38 et suivants du Code des pensions civiles et militaires de retraite, soumettant l'ouverture du droit à pension de réversion à une condition de mariage.

## **Un outil de calcul de l'écart salarial entre les sexes dans les entreprises**

Synthèse de l'actualité - Service des droits des femmes et de l'égalité - 9/04/2010

La **Commission européenne** a mis en ligne une « calculatrice » électronique qui permet aux salariés et aux employeurs de prendre conscience de l'écart de salaires entre les femmes et les hommes dans leur environnement de travail. Après avoir entré certaines données, la calculette indique le niveau d'écart moyen et permet à l'entreprise de se situer. L'outil s'adresse aux salariés comme aux employeurs. Il s'inscrit dans le cadre de la campagne lancée par la Commission européenne début mars pour réduire les écarts de salaires en Europe. Une directive sur ce sujet pourrait voir le jour d'ici la fin de l'année.

Accéder à l'outil de calcul sur <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=835&langId=fr>

## **Halde : la nomination de Jeanette Bougrab à la présidence confirmée. Autres nominations au sein du collège**

L'AEF- n°130486 - 14/04/2010

Le décret confirmant à la présidence de la Halde (Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité) Jeannette Bougrab, après son audition par les commissions parlementaires compétentes, procédera également à la nomination de cinq autres personnalités :

- ◆ Eric Molinié, vice-président de l'association des paralysés de France, conseiller du président-directeur général d'EDF sur le handicap et directeur délégué au développement durable du groupe EDF.
- ◆ Cécile Petit, premier avocat général à la Cour de cassation,
- ◆ Mansour Zoberi, directeur de la promotion de la diversité et de la solidarité du groupe Casino,
- ◆ Maryvonne Lyazid, adjointe du directeur général de la Fondation Caisse d'Epargne pour la solidarité,
- ◆ Yazid Chir, fondateur et président de la société Neocles (groupe France Telecom-Orange).

## **Discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre**

Synthèse de l'actualité - Service des droits des femmes et de l'égalité - 9/04/2010

Le **Comité des Ministres du Conseil de l'Europe** a adopté le 31 mars 2010, lors de la 1081e réunion des Délégués des Ministres, une recommandation aux Etats membres sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Lire la recommandation sur le site du Conseil de l'Europe

## **Vers une proposition de loi favorisant l'élection de femmes**

Le Monde - 17/04/2010

La réforme des collectivités territoriales risque de faire une victime : la parité. En raison du changement de mode de scrutin, la part des femmes, qui est déjà très faible –23,9% dans les conseils généraux et conseils régionaux actuels devrait, selon les calculs de l'Observatoire de la parité, tomber à 17,3%. Ce recul de la féminisation est lié à l'adoption, pour 80% des nouveaux élus territoriaux, du scrutin uninominal, qui empêche toute mesure contraignante en faveur de la parité. Dans ce cadre, les partis politiques sont en effet libres de présenter leurs candidats, sans tenir compte de l'équilibre hommes-femmes. C'est le cas dans les conseils généraux actuels, qui ne comptent que 12,3% de femmes. Pour éviter que l'adoption du scrutin uninominal fasse reculer la féminisation des assemblées territoriales, la rapporteure de l'Observatoire de la parité, Chantal Brunel déposera à l'assemblée nationale une proposition de loi favorisant l'élection des femmes lors des scrutins uninominaux.

## **Eric Besson remet sept nouveaux labels diversité et souhaite atteindre l'objectif de 200 avant la fin de l'année 2010**

L'AEF - n°130757 - 20/04/2010

Le groupe Areva, General Electric, l'association Egide, le Parc Astérix, le groupe D&O, Rotalis et Randstad (renouvellement) ont reçu le label diversité, remis par Eric Besson, ministre de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale, mardi 20 avril 2010. « Un peu plus d'un an après son lancement, ce sont 90 entreprises et organismes publics et privés qui sont maintenant labellisés », se félicite le ministre. Créé par un décret du 17 décembre 2008, le label diversité vise à promouvoir la diversité et prévenir les discriminations au sein des entreprises en distinguant celles dont les pratiques sont jugées exemplaires.

## **Création d'un fonds européen pour l'égalité professionnelle**

Entreprises et carrières - n°998 - du 20 au 26 avril 2010

L'association Arborus, fondée par Christina Lunghi, qui anime déjà le Club du label égalité en France, vient de lancer le premier fonds de dotation pour l'égalité professionnelle en Europe, œuvrant à la «promotion d'une culture européenne commune en matière d'égalité professionnelle» et au renforcement de la place des femmes dans les entreprises. Les entreprises adhérentes bénéficieront d'un recensement des meilleures pratiques d'entreprise, d'un centre de formation...Parallèlement, Arborus lance un Label égalité européen certifié par Bureau Veritas.

# Publications

## **Batisol Plus : une entreprise s'engage en faveur de la diversité**

L'actualité de la formation - 12/04/2010

Diversifier les sources de recrutement et rajeunir les effectifs : tels étaient les objectifs de la PME Batisol Plus au début des années 2000. Menée en collaboration avec l'Acse dans le cadre du programme européen Equal de lutte contre les discriminations et les inégalités dans le monde du travail, une première formation en interne a entraîné un changement des mentalités des collaborateurs. Puis ont été proposées des formations en lien avec Pôle Emploi, le Gréta et l'Afpa, pour les nouvelles recrues. La PME parvient même à battre des records nationaux : ainsi, en lieu et place des 6% de personnes handicapées exigées par la législation, Batisol Plus en compte 11% dans ses effectifs. Cette politique volontariste, a permis à l'entreprise d'assurer le renouvellement de ses effectifs et de palier le manque de main-d'œuvre. De cette expérience, la PME de la Vienne a tiré un livre « Lutter contre les discriminations au travail. Batisol Plus : une entreprise s'engage en faveur de la diversité ».

<http://www.chartre-diversite.com/fiche-outil.php?id=46>

## **Poitou-Charentes : « Agir pour l'égalité professionnelle et salariale »**

Synthèse de l'actualité - Service des droits des femmes et de l'égalité - 14/04/2010

Le Préfet de la région Poitou-Charentes, Bernard Tomasini, a assuré mercredi 31 mars la promotion du guide « Agir pour l'égalité professionnelle et salariale » réalisé à l'initiative de la **Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité** (DRDFE) et de la **Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi** (DIRECCTE). Son élaboration a été coordonnée par l'Agence régionale de la formation tout au long de la vie (ARFTLV). Plusieurs partenaires ont participé à sa rédaction, comme le CREDES, l'AFPA, l'ARACT et la Mission Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité des Deux-Sèvres. Ce guide des bonnes pratiques s'adresse aux dirigeants des entreprises de plus de 50 salariés, leur encadrement ainsi qu'aux représentants du personnel. Il a été conçu comme un outil pratique et immédiatement utilisable, incluant un rappel au cadre légal, des fiches pratiques et des contacts utiles. Il propose un exercice d'autoévaluation permettant d'établir un point de situation de l'entreprise au regard de l'égalité professionnelle et salariale dans plusieurs domaines. Chacun d'entre eux fait l'objet d'une fiche synthétique qui rappelle les grandes règles à respecter, les erreurs à ne pas commettre et quelques pistes d'action. Le guide sera largement diffusé dans la région et il est d'ores et déjà disponible en ligne.

[ftp://ftp.arftlv.org/portail/publications/Guide\\_Egalite\\_Imprime\\_bdef.pdf](ftp://ftp.arftlv.org/portail/publications/Guide_Egalite_Imprime_bdef.pdf)

**«Discriminations en entreprise. Salarié : savoir s'en défendre/employeur : savoir les éviter», Gwénaëlle Leray, Gereso Edition, 2009, 215 p.**

Embauche, évolution de carrière, salaire, promotion...Comment identifier les situations irrespectueuses du droit du travail qui peuvent être considérées comme des discriminations? Salariés, victimes d'un traitement discriminatoire ou inégalitaire dans l'entreprise, cet ouvrage vous informe sur les moyens de défense adaptés à votre situation. Employeurs, disposez d'un panorama des situations à risque, des procédures susceptibles d'être engagées, des responsabilités civiles et pénales encourues, afin d'anticiper tout conflit avec un salarié.

Cet ouvrage est disponible au centre ressources de l'ARIFOR